



**USAID**  
DU PEUPLE AMERICAIN



# BREF DU RAPPORT DE L'ETUDE DE BASE SUR L'AXE MUGUNGA-SAKE-BWEREMANA

## Activité des systèmes d'eau et d'assainissement durables de l'USAID

Date de publication : juillet 2022

### Objectifs

L'étude de base a pour objet de collecter des informations sur les niveaux des indicateurs (6 au total) pour constituer une base de comparaison avec les évaluations à mi-parcours, annuelles et finales. Les données collectées et analysées à partir de l'étude de base devront permettre aux composantes de l'Activité d'améliorer leurs stratégies pour atteindre l'objectif visé par celle-ci. Cette évaluation était interne et conduit par l'équipe de Monitoring, Evaluation and Learning (MEL) de l'Activité de l'USAID, appuyée par des enquêteurs externes et des animateurs de groupes de discussion.

### Méthodologie

La méthodologie a consisté à interroger 379 ménages identifiés aléatoirement et échantillonnés par rapport à la population totale de la zone selon la méthode d'échantillonnage de William Godden, à l'aide de smartphones, de la plateforme CommCare HQ et ArcGIS.

Ces données quantitatives ont été renforcées et approfondies par 6 focus groups organisés distinctement avec des hommes et des femmes.



Deux enfants puisent de l'eau d'une borne fontaine dont la source est enfouie sous la végétation

## A. Introduction

La RDC abrite près de la moitié des réserves d'eau douce d'Afrique, mais seulement 50% de la population a accès à une source d'eau potable améliorée (*Étude démographique et de santé, 2015*), et seulement 21% des ménages ont accès à un système d'assainissement amélioré. Pour les provinces cibles de l'Activité de l'USAID - Nord-Kivu et Sud Kivu - La géologie dominante dans ces zones (roche volcanique poreuse) signifie que, malgré des précipitations annuelles abondantes, il y a souvent très peu d'eau de surface disponible. A Goma, hormis le lac Kivu, il n'y a pas, à proximité immédiate de la ville, des plans d'eau de surface pérennes capables d'alimenter sa population croissante.

Dans le secteur de l'assainissement, la responsabilité est répartie entre les ministères concurrents, ce qui entraîne une confusion dans la planification, la réglementation et le leadership.

L'Activité systèmes d'eau et d'assainissement durables de l'USAID vise à créer un accès amélioré, durable et équitable à l'approvisionnement en eau potable et à des services d'assainissement sûrs, grâce à un secteur de marché développé au Nord-Kivu et Sud-Kivu en République Démocratique du Congo (RDC).

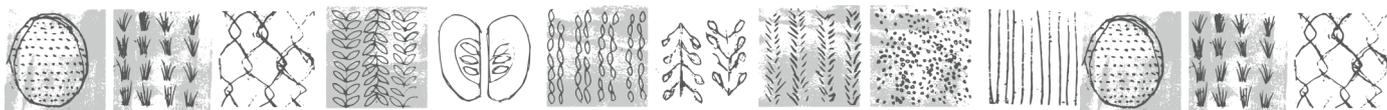
Cet objectif sera réalisé grâce à une recherche solide visant à informer les investisseurs potentiels, les opérateurs et les autorités sur les meilleures pratiques (**objectif 1**), à améliorer l'environnement favorable à la fourniture de services d'eau et d'assainissement (**objectif 2**) et à prouver le potentiel du marché de la fourniture économiquement durable de services d'eau et d'assainissement (**objectif 3**) au Nord-Kivu et Sud-Kivu.

L'Activité des systèmes d'eau et d'assainissement durables de l'USAID est mise en œuvre par un consortium dirigé par Mercy Corps et soutenu par Tetra Tech et Sanergy.

## Mécanismes de redevabilité

141 répondants sur les 379 ont rapporté des doléances concernant l'eau et l'assainissement au cours des 12 derniers mois, telles que des questions ou des pannes sur les installations. Plus de 90% de ces doléances sont adressées à des leaders ou autorités locales et 51% n'ont pas été adressées.

Le principal mécanisme de feedback utilisé est le face à face ou des appels téléphoniques. Le manque de suivi et la faible traçabilité des feedbacks rapportés aux membres d'équipe des services d'eau par la population ; semblent être une des questions majeures pour les répondants.



**56% des membres de la communauté ont confiance que les fournisseurs de services d'eau répondront à leurs feedbacks contre 44%**

## B. Résultats obtenus

### 1. Caractéristique de la population

Les répondants à cette étude de base sont répartis entre la ville de Goma et le territoire de Masisi. Sur les 379 répondants, 100 sont de Goma et 279 de Masisi. Les études ont eu lieu dans 2 quartiers de la ville de Goma, 3 villages dans les groupements de Kamurhonza et 4 villages dans le groupement de Mupfuni-Shanga.

59% des répondants sont des femmes tandis que 41% sont des hommes. Avoir plus de femmes répondantes est le résultat de notre méthodologie de ciblage, qui consistait à interroger des personnes responsables de la gestion de l'eau et/ou impliquées dans les prises de décisions au sein du ménage. Le nombre moyen de personnes dans le ménage est de 7 pendant que 51% sont des chefs de ménage.

Avec un âge moyen de 38 ans, les principales sources de revenus des répondants sont l'agriculture (34%) et le commerce informel (17%). Le reste est réparti entre les travailleurs journaliers, les pêcheurs, etc.

Le niveau d'éducation s'est limité au secondaire pour 49% des répondants pendant que 27% se sont arrêtés au primaire, 18% n'ont pas fréquenté d'écoles et 6% sont allés à l'université.

### 2. Accès et paramètres liés à l'eau

**Niveau d'accès à des services d'eau de base faible** : 73,9% des répondants n'ont pas un accès basique aux services d'eau de base. C'est-à-dire que ces personnes ne sont pas capables d'accéder à l'eau potable et/ou de collecter l'eau et la ramener dans leur maison en moins de 30 minutes, selon le Programme Commun de Suivi (PCS, en Anglais JMP, Joint Monitoring Program).

Les principaux résultats de l'étude de base révèlent un temps moyen de 80 minutes pour aller chercher et ramener l'eau à la maison pour les répondants.

Les principaux défis liés à l'accès à l'eau sont l'insuffisance de points d'eau, le temps d'approvisionnement, l'insuffisance de main d'œuvre au sein des ménages pour l'approvisionnement en eau et les coûts liés à l'accès aux services d'eau.

Même si la moyenne de 22 litres par jour et par personne atteint les standards recommandés par SPHERE, les observations durant la collecte des données ont remis en question la qualité de l'eau, notamment par la présence de boue, du goût, de l'odeur et de couleur. La qualité effective de l'eau sera établie avec des tests poussés que l'Activité a prévu pour l'année 2022, qui est une action fortement recommandée par l'étude de base.

***« Ici c'est l'ASUREP qui gère l'eau, il y a un paiement chaque fin du mois, mais les gens ne payent pas du fait qu'ils considèrent que l'eau est gratuite. A cause de ce manque à gagner de l'ASUREP, certaines bornes fontaines ferment.***

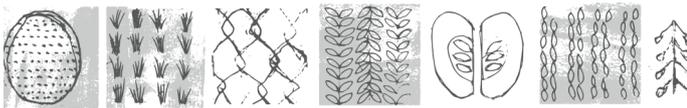
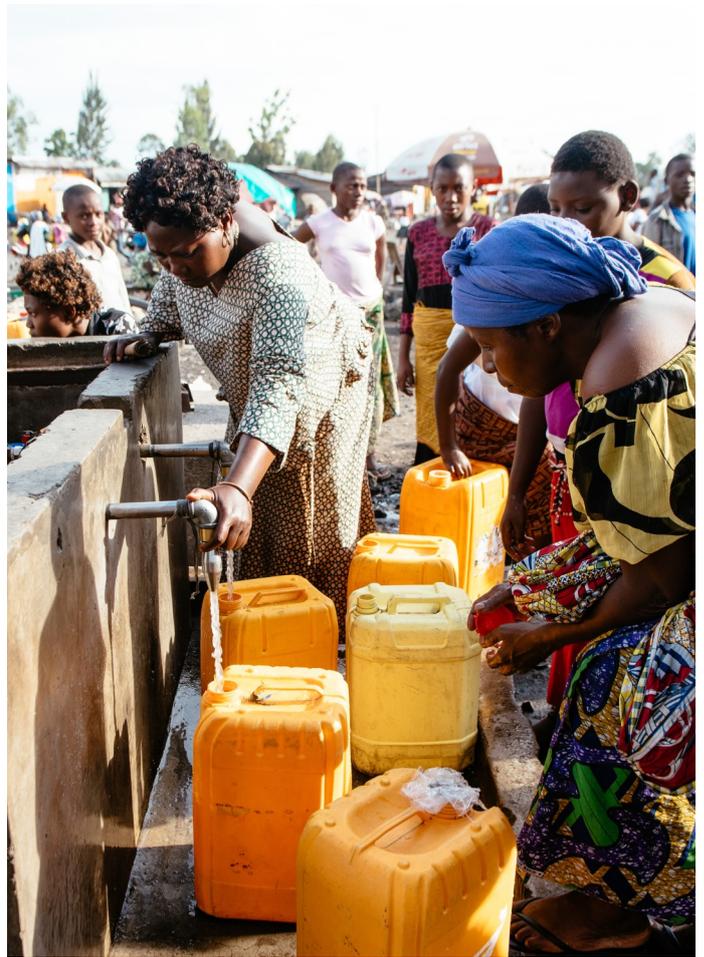
***Le montant de contribution de 1 000 francs congolais fixé par l'ASUREP est élevé pour nous », propos d'un répondant à Kimoka.***

Les robinets et bornes fontaines sont les principales sources d'eau de boisson et d'hygiène pour 44% des répondants, suivi par les eaux de surface (22%) et les sources d'eau protégées (11%). Le reste se répartit en faible pourcentage les source non protégées, eaux de pluie, puits non protégés, etc.

La forte utilisation des eaux de surface soutient les résultats de l'analyse concernant la qualité de l'eau et le nombre de personnes n'ayant pas un accès basique à des services d'eau.

Sur le site d'intervention de Sake qui constitue 9 villages, l'équipe de sélection de site a identifié 10 sources plus ou moins potables selon les premières données d'observation mais dont la couverture est jugée très insuffisante par les répondants ; et dont le débit varie selon l'année – de ce fait constitue une cause du temps élevé de collecte et de distance parcourue par les répondants ainsi qu'une pression autour de ces points d'eau.

Enfin, les faibles contributions mensuelles des ménages aux fournisseurs de services pourraient être un frein pour leur fonctionnalité effective : 92% de notre échantillon contribue une moyenne de 813 francs congolais pendant que les fournisseurs de services ont fixé une moyenne de 1 000 francs congolais.



### 3. Assainissement

Dans les analyses de données, nous remarquons que 75% des répondants n'ont pas accès à des toilettes améliorées contre 25% des ménages qui y ont accès.

Un service d'assainissement de base, défini selon le Programme Commun de Suivi (PCS, en Anglais JMP, Joint Monitoring Program), consiste en :

- i) Une installation sanitaire qui sépare de manière hygiénique les excréments humains du contact humain (c'est-à-dire une installation sanitaire améliorée), et
- ii) Une installation qui n'est pas partagée avec d'autres ménages.

#### **Les installations sanitaires améliorées comprennent les types suivants :**

- i) Installation à chasse d'eau ou à déversement/chasse d'eau reliée à un système d'égout par canalisation, à une fosse septique ou à une fosse ;
- ii) Toilettes à compostage et ;
- iii) Latrines à fosse ou à fosse ventilée améliorée (avec dalle).

Par ailleurs, nous constatons que 90% des répondants de la ville de Goma (Lac Vert et Mugunga) n'ont pas un accès amélioré à des installations sanitaires améliorées. De manière générale pour les répondants, 88% disposent de latrines dont près de 13% ne répondent pas aux normes de qualité selon JMP.

Les ménages avec un homme comme chef disposent des installations sanitaires améliorées (84%) plus que les ménages avec femme comme chef (16%).

Enfin, les pratiques d'utilisation de l'eau et du savon après être allé aux toilettes ne sont pas courantes dans les communautés pour diverses raisons selon les répondants. L'une des questions clés du comportement approprié en matière de lavage des mains concerne le lavage des mains aux moments critiques.



Concernant les recherches et évaluations menées dans les localités de l'étude de base, près de 15% des répondants en ont pris part au cours des 12 derniers mois, dont une personne sur trois n'a pas participé à des restitutions des résultats et conclusions. Les mécanismes de diffusion de ces résultats sont des forums communautaires ; cependant ces derniers ont touché très peu de personnes. Les mécanismes de diffusion sont jugés inefficaces selon les conclusions de l'étude de base car aucun répondant n'a su nous renseigner sur ce qui a été communiqué.

En termes de connaissance sur les droits et les devoirs, 60% des répondants ont un niveau de connaissance basique selon le score de mesure du questionnaire de l'étude de base. Par ailleurs, les connaissances pour accéder à une installation d'eau ne sont pas du tout claires, les avis des répondants sont largement variés.

## **C. Conclusion**

L'étude a conclu qu'il existe un besoin réel d'accès à l'eau de qualité et quantité suffisante : le niveau d'accès à des services d'eau de base est très faible : 73,9% des répondants n'ont pas un accès basique à des services d'eau de base. Elle a conclu également que le modèle actuel de fourniture de services d'eau est limité en capacité technique, financière et en coordination ; et ne permet pas de répondre à des besoins des membres de la communauté.

En termes d'assainissement, l'étude de base a conclu un faible accès des répondants à des installations sanitaires améliorées. Concernant les connaissances, l'étude a identifié un grand besoin de renforcer et d'harmoniser la compréhension des membres de la communauté, spécifiquement les chefs de ménage sur les droits et devoirs dans le secteur de l'eau.

Enfin, le principal mécanisme de feedback utilisé par les membres de la communauté est le face à face ou des appels téléphoniques. Le manque de suivi et la faible traçabilité des feedbacks rapportés aux membres d'équipe des services d'eau ; par la population semblent être une des questions majeures pour les répondants.



## D. Recommandations

Les recommandations ci-dessous sont une partie des recommandations issues des analyses des données et interprétations des résultats de l'enquête de base :

### Concernant l'accès à l'eau :

- Soutenir les opérateurs d'eau afin d'étendre leurs services de manière à rehausser le nombre de clients et que ces derniers puissent avoir un niveau d'accès à l'eau basique tel que stipulé par JMP ;
- Faciliter les relations entre les investisseurs potentiels, les opérateurs et les autorités, ainsi qu'à accroître leurs capacités en améliorant les pratiques commerciales, notamment les normes communément admises en matière de comptabilité, de passation de marchés et de gestion des ressources humaines.

### Concernant l'assainissement :

- Soutenir des institutions ou des initiatives qui promeuvent l'accès à des installations sanitaires améliorées, au niveau individuel ou communautaire ;
- Intégrer des questions sur les perceptions et opinions profondes des chefs de ménages, par sexe, sur la nécessité et l'importance d'avoir des latrines améliorées.

### Concernant les connaissances sur l'eau et l'assainissement :

- Assurer d'impliquer et de tenir en compte des avis des membres de la communauté sur les différentes évaluations et recherches prévues par l'Activité ;
- Soutenir ou mener des actions visant à renforcer les connaissances des membres de la communauté sur les textes légaux en lien avec l'eau.

### Concernant les mécanismes de plaintes :

- Soutenir les fournisseurs de services d'eau à disposer et à vulgariser des mécanismes formels de collecte, traitement et retour de doléances et feedbacks, en tenant compte des avis des communautés mentionnés dans la section afférente dans les résultats.

Pour plus d'informations contactez :

**Lamine Keita**

Directeur du suivi, évaluation, recherche et apprentissage de l'Activité  
 Email : lkeita@mercy Corps.org  
 Tél : +243 826 844 199

